

La FNEC FP-FO revendique le retrait immédiat de la loi sur l'état d'urgence « sanitaire », que le gouvernement vient de prolonger, toujours sans tests de dépistage systématique, sans masques, sans mesures réellement sanitaires. Il se donne les pleins pouvoirs pour imposer des conditions de reprise au service d'un objectif : précipiter la destruction des services publics, généraliser la déréglementation. Pleins pouvoirs également aux employeurs pour faire voler en éclats toutes les règles inscrites dans le Code du Travail, les conventions collectives et les statuts. La Commission Exécutive de la confédération FO appelle à ce que soit mis fin à ce régime d'exception au regard de son impact sur les libertés fondamentales et individuelles, y compris les libertés syndicales, comme sur le droit du travail.

Les manifestations qui se sont multipliées ces derniers jours sont la démonstration que le gouvernement n'a pas réussi à confiner l'action revendicative. La FNEC FP-FO s'en félicite. Dans un département, des enseignantes de maternelle viennent de décider la grève pour dénoncer l'hypocrisie du protocole sanitaire.

Après les avoir confinés pendant deux mois, le ministre renvoie les élèves sur le chemin de l'école. Mais est-ce vraiment l'école ? C'est un milieu hostile, dans lequel ils sont tenus de rester derrière leur table, sans contact avec qui que ce soit, dans lequel ils sont contraints de stationner dans la cour sur des emplacements signalés par des croix peintes au sol. Et on demande aux personnels de l'éducation nationale de faire respecter ces consignes. Et pour respecter le nombre d'élèves accueillis au sein de chaque classe, il faudrait que les personnels opèrent un tri, décidant quel élève a le droit ou pas d'aller à l'école ? C'est une situation insupportable.

Le protocole du ministre est une mystification qui ne sert qu'à contourner la question du dépistage et transformer l'école en garderie municipale.

Les mairies sont sommées de prendre en charge les conditions de la reprise et interviennent dans l'organisation pédagogique des écoles, contre l'avis des enseignants. Ces interventions municipales sont le résultat de l'abandon volontaire des prérogatives de l'Education Nationale que vient de décider le ministre.

Les enseignants se voient imposer une charge de travail insupportable avec le travail en distanciel et en présentiel, parfois pour suivre d'autres élèves que ceux de leur classe. Les obligations de service, le groupe classe sont ainsi remis en cause dans des dispositifs temporaires dont le ministre indique déjà qu'ils seraient « l'école de demain ».

Ce n'est pas ça, l'école publique.

Au même moment, des députés viennent de présenter une proposition de loi pour avancer vers le statut de directeur et la mise en place d'écoles autonomes : une véritable provocation !

Il y a bien une volonté d'utiliser la crise pour aller au bout de la territorialisation de l'école et remettre en cause les statuts, la liberté pédagogique, le baccalauréat, les examens nationaux.

Sur ce sujet, le Secrétaire Général de notre confédération s'est adressé au ministre de l'Education nationale :

*« Le Président de la République avait assorti l'annonce de l'instauration d'un état d'urgence sanitaire, dont le gouvernement, avec le parlement, vient de décider la prolongation de sa décision de suspendre toutes les réformes en cours, à commencer par la réforme des retraites. Nous ne pourrions comprendre que cela ne vaille pas pour ce qui concerne l'Education nationale, a fortiori sur des orientations structurelles sujettes à controverses fondées. »*

Force Ouvrière n'est pas la seule à dénoncer ces orientations. Dans une récente tribune, des enseignants, formateurs, chercheurs, inspecteurs du premier et second degrés, inspecteurs généraux, directeurs académiques, cadres de l'administration centrale dénoncent le projet réactionnaire du ministre, la mise au pas des personnels, les réformes qui n'ont fait qu'accentuer les inégalités sociales, et l'instrumentalisation de la laïcité à des fins politiques. *« Nous observons, consternés, un système éducatif détourné de ses fondements républicains et de ses valeurs et ne pouvons nous taire. »*

Les personnels veulent de vraies garanties sanitaires. Ils veulent le respect de leurs missions. Ils refusent la transformation de l'école en garderie. Ils veulent le maintien de leurs statuts.

Il est urgent de rétablir les conditions d'une scolarité normale pour tous les élèves.

Je vous remercie.